

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Arrêté du 29 décembre 2017 fixant la liste nationale des organismes habilités à percevoir des financements de la taxe d'apprentissage

NOR : MTRD1733769A

La ministre du travail et le ministre de l'éducation nationale,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 6241-8 et L. 6241-10 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles en date du 23 décembre 2017,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – En application du 6° de l'article L. 6241-10 du code du travail, peuvent bénéficier de la part de la taxe d'apprentissage correspondant aux dépenses mentionnées au 1° de l'article L. 6241-8 au titre de leurs actions au plan national pour la promotion de la formation technologique et professionnelle initiale et des métiers les organismes suivants :

- l'association 100 000 entrepreneurs, située à La Filature, 32, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris ;
- l'association Abilympics France, située au 102, avenue de Canéjan, 33600 Pessac ;
- l'association Accompagner la réalisation des projets d'études de jeunes élèves et étudiants handicapés (ARPEJEH), située au 19, rue La Boétie, 75008 Paris ;
- l'association Actions 3PF (Peintres et peintures pour la France), située au 42, avenue Marceau, 75008 Paris ;
- l'association Aireemploi Espace Orientation, située à Roissy, pôle Le Dôme, 5, rue de La Haye, BP 18904, 95731 Roissy - Charles-de-Gaulle Cedex ;
- l'Association française pour le développement de l'enseignement technique (AFDET), située au 178, rue du Temple, 75003 Paris ;
- l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV), située au 26 bis, rue du Château-Landon, 75010 Paris ;
- l'Association des syndicats de la distribution et de la maintenance des matériels agricoles, de travaux publics, de manutention et de parcs et jardins (ASDM), située au 6, boulevard Jourdan, 75014 Paris ;
- l'Association jeunesse et entreprises (AJE), située au 4, rue Léo-Delibes, 75116 Paris ;
- l'Association métiers avenir (AMA), située au 39-41, rue Louis-Blanc, 92400 Courbevoie ;
- l'Association ouvrière des compagnons du devoir du tour de France (AOCTDF), située au 82, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75180 Paris Cedex 04 ;
- l'Association pour le développement des relations école-entreprise (ADREE), située au 55, avenue Bosquet, 75007 Paris ;
- l'association Capital Filles, située chez France Télécom-Orange, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris ;
- l'association Le Comité d'organisation du concours « Un des meilleurs ouvriers de France » et des expositions du travail (COET), située au 61-65, rue Dutot, 75732 Paris Cedex 15 ;
- l'association Le Comité français des olympiades des métiers (COFOM-Wordskills France), située au 7, rue d'Argout, 75002 Paris ;
- l'association Course en cours, située chez Renault SAS, 13, avenue Paul-Langevin, 92060 Le Plessis-Robinson ;
- l'association Crée ton avenir !!!, située au 5, rue Alphonse-Bertillon, 75015 Paris ;
- l'association Elles bougent, située au 562, avenue du Parc-de-l'Ile, 92029 Nanterre Cedex ;
- l'association Enactus, située au 204, rue de Crimée, 75019 Paris ;
- l'association Energie jeunes, située au 3, villa d'Orléans, 75014 Paris ;
- l'association Entreprendre pour apprendre France (EPA France), située à La Filature, 32, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris ;
- l'association Les Entrepreneuriales (ANLE), située au 60, boulevard du Maréchal-Juin, 44100 Nantes ;
- l'association Les Entreprises pour la cité, située 11 T, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris ;

- l’association Les Entretiens de l’excellence, Club XXI^e siècle, située au 9 bis, rue de Vézelay, 75008 Paris ;
- l’association Euro France Association, située au 106, rue Cardinet, 75017 Paris ;
- l’association Fédération nationale des écoles de production (FNEP), située au 1, place de Fourvière, 69005 Lyon ;
- l’association Fédération pour la promotion de l’enseignement agricole public (APREFA) située au 4, rue Saint-Roch, 75001 Paris ;
- l’association Ingénieurs pour l’école (IPE), située au 15, rue Beaujon, 75008 Paris ;
- l’association Institut de l’engagement, située au 115, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris ;
- l’association Institut national des métiers d’art (INMA), située au 23, avenue Daumesnil, 75012 Paris ;
- l’association Pasc@line, située au 148, boulevard Haussmann, 75008 Paris ;
- l’association Passeport avenir, située au 194, rue de Tolbiac, 75013 Paris ;
- l’Association pour le développement d’épreuves éducatives sur l’éco-mobilité (AD3E), située à l’ENS Cachan, 61, avenue du Président-Wilson, 94235 Cachan Cedex ;
- l’Association pour la promotion des métiers et des formations en agroéquipement (APRODEMA), située au 19, rue Jacques-Bingen, 75017 Paris ;
- l’association L’Union des associations L’Outil en main, située au 12, avenue Marceau, 75008 Paris ;
- la fondation Agir contre l’exclusion, située au 361, avenue du Président-Wilson, 93211 Saint-Denis La Plaine Cedex ;
- la Fondation CGénial, fondation pour la culture scientifique et technique, située au 292, rue Saint-Martin, CNAM case 610, 75003 Paris ;
- la fondation Un avenir ensemble, située à la grande chancellerie de la Légion d’honneur, 1, rue Solférino, 75007 Paris ;
- l’Office national d’information sur les enseignements et les professions (ONISEP), situé au 12, mail Barthélemy-Thimonnier, 77185 Lognes.

Art. 2. – Les organismes listés au présent article 1^{er} s’engagent à fournir à la délégation générale à l’emploi et à la formation professionnelle et à la direction générale de l’enseignement scolaire le montant de taxe d’apprentissage perçu en 2018 au titre du 6^e de l’article L. 6241-10, la part dans le budget de l’organisme, ainsi qu’un bilan quantitatif et qualitatif des actions nationales financées pour la promotion de la formation initiale technologique et professionnelle et des métiers.

Art. 3. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la taxe d’apprentissage due au titre des rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2017.

Art. 4. – La ministre du travail et le ministre de l’éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 décembre 2017.

La ministre du travail,
Pour la ministre et par délégation :
La déléguée générale à l’emploi
et à la formation professionnelle,
C. CHEVRIER

Le ministre de l’éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l’enseignement scolaire,
J.-M. HUART